chambre des représentants s'est crue obligée de nommer une commission pour faire une enquête sur *les causes des souffrances des ouvriers!* Il en a été de cette enquête comme de celle ordonnée par l'Assemblée nationale en 1872. Beaucoup de déposants sont venus signaler des faits généralement connus et surtout exprimer leurs opinions. Les chefs du mouvement socialiste en ont profité pour donner à leurs programmes une publicité retentissante. Puis la commission s'est trouvée fort embarrassée pour conclure, car de pareilles questions ne sont pas susceptibles d'être résolues par des mesures législatives.

La démonstration faite par le congrès est un symptôme d'autant plus caractéristique, que les revendications des ouvriers américains contre l'organisation sociale se produisent au milieu d'une prospérité matérielle qui contraste avec la crise politique et économique subie en ce moment par l'Europe occidentale.

À dédaigner d'autres mérites, la république aux Etats-Unis a au moins celui d'être la forme légitime du gouvernement et d'être acceptée sans arrière-pensée par tous les partis. Les deux années déjà écoulées de la présidence de M. Hayes ont été pour l'Union une période d'apaisement, malgré la falsification électorale à laquelle il a dû sa nomination. Son inauguration pacifique à la Maison-Blanche, le 4 mars 1877, a été due à un de ces compromis heureusement fréquents dans l'histoire des Américains: les démocrates ont, en échange de l'acceptation du faux commis dans la Louisiane et la Floride, obtenu la cessation de l'oppression militaire que les républicains faisaient peser sur les anciens Etats confédérés; sans doute des points noirs se dessinent de nouveau à l'horizon: la troisième candidature présidentielle de Grant, que l'on essaye de poser à son retour d'Europe, marque un pas dans la voie du césarisme; mais, en attendant cette échéance, le pays a respiré, et le Sud en particulier a pu reconstituer ses gouvernements locaux, en rendant le pouvoir à la classe si remarquable de ses grands propriétaires, les planteurs.

En même temps la situation financière générale de l'Union s'est notablement améliorée. Après treize ans, le régime du cours forcé a fini le 1^{er} janvier 1879. La dette fédérale a été considérablement réduite à la fois par un rachat effectif des titres et par la conversion des bons 6 0/0 en bons 4 0/0. La plupart des titres de la dette nationale détenus par des étrangers, un milliard de dollars,